Gradhiva

Revue d'anthropologie et d'histoire des arts

32 | 2021

Livres sorciers

Guillaume Blanc. *L'Invention du colonialisme vert : pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*, préf. de François-Xavier Fauvelle

Paris, Flammarion, 2020

Frédéric Keck

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/gradhiva/5829>

DOI : 10.4000/gradhiva.5829

ISSN : 1760-849X

Éditeur

Musée du quai Branly Jacques Chirac

Édition imprimée

Date de publication : 24 mars 2021

Pagination : 228

ISBN : 978-2-35744-132-3

ISSN : 0764-8928

Référence électronique

Frédéric Keck, « Guillaume Blanc. *L'Invention du colonialisme vert : pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*, préf. de François-Xavier Fauvelle », *Gradhiva* [En ligne], 32 | 2021, mis en ligne le 02 avril 2021, consulté le 25 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/gradhiva/5829> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/gradhiva.5829>

Ce document a été généré automatiquement le 25 mai 2021.

© musée du quai Branly

Guillaume Blanc. *L'Invention du colonialisme vert : pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*, préf. de François-Xavier Fauvelle

Paris, Flammarion, 2020

Frédéric Keck

RÉFÉRENCE

Guillaume Blanc. *L'Invention du colonialisme vert : pour en finir avec le mythe de l'Éden africain*, préf. de François-Xavier Fauvelle. Paris, Flammarion, 2020, 348 p.

- 1 Cet ouvrage, issu en partie du travail de thèse de Guillaume Blanc sur les parcs naturels en Éthiopie, au Canada et en France, ainsi que d'enquêtes de terrain menées depuis en Éthiopie et en Tanzanie, est une contribution importante à la réflexion sur l'importation de l'idée occidentale de nature en Afrique. Le cas éthiopien est en effet singulier en ce que l'Éthiopie a toujours résisté au colonialisme sous l'empire de Haïlé Sélassié, puis avec le régime marxiste-léniniste de Mengistu ; et pourtant, comme le montre Guillaume Blanc, ceux-ci se sont appuyés sur des experts internationaux pour imposer un « colonialisme vert » aux populations vivant dans les réserves naturelles, notamment les habitants du parc du Simien avec lesquels l'auteur a fait des entretiens.
- 2 Guillaume Blanc retrace comment la conférence de l'Union internationale pour la conservation de la nature de 1961 donne naissance au World Wildlife Fund, avec pour mission la préservation d'une nature sauvage menacée par les transformations écologiques. Elle impose l'image d'une Afrique encore vierge, proche de son état du pléistocène, exposée à la bombe démographique du surpeuplement. Leslie Brown, arrivé du Kenya en Éthiopie en 1964, fait un rapport pour l'Unesco dans lequel il annonce que la forêt éthiopienne aura disparu dans vingt-cinq ans à cause de l'expansion de l'agriculture. Sur son injonction, Haïlé Sélassié prend pour conseiller John Blower, qui était jusque-là responsable de la conservation de la faune sauvage au Tanganika et en Uganda. Cependant, il refuse de le nommer « chief game warden », et il fixe le prix d'entrée dans les parcs naturels pour les étrangers au double de celui appliqué pour les Éthiopiens, de façon à garder la souveraineté sur son territoire et à faire du tourisme une ressource nationale. La délimitation de ces parcs, comme celui du Simien, permet en effet à l'empereur de contrôler des populations qui résistaient à son pouvoir. La préservation d'une espèce de bouquetin, *Walia ibex*, lui sert de prétexte à déplacer les villageois vivant dans le parc. En 1970, l'un d'eux confie à un journaliste : « Ce gouvernement est étrange. Il se préoccupe plus des *walia* que de son peuple. » (p. 165)

- 3 Le régime de Mengistu prolonge la politique de l'empereur qu'il a renversé en 1974 et remplacé en 1987 par la République populaire démocratique d'Éthiopie, car il a besoin de la reconnaissance internationale. En 1978, les montagnes du Simien font partie des parcs naturels que l'Unesco inscrit au patrimoine mondial de l'humanité. En 1983, le gouvernement d'Addis-Abeba expulse une partie des habitants du parc du Simien, où se sont réfugiés des rebelles, à travers une violence étatique qualifiée de « terreur rouge » (p. 185). En 1983, le rapport Bruntland pour les Nations unies sur le développement durable conduit le gouvernement éthiopien à créer des zones tampons où s'installent les agropasteurs au pied des montagnes, et où la concentration du bétail provoque la chute des prix et la multiplication des maladies. Alors que le nouveau mot d'ordre est « Parks for People », les experts internationaux continuent de recommander la préservation de la nature contre l'agropastoralisme, comme si « le peuple » était plutôt celui des écotouristes auxquels le parc rouvre ses portes en 1994. Au travers des politiques nationale et internationale successives, « rien n'a changé » pour les populations locales, note l'historien (p. 204).

- 4 Guillaume Blanc remarque que le discours paternaliste d'une nature africaine menacée par des agriculteurs pratiquant la déforestation ne s'appuie sur aucune preuve consistante, si ce n'est des montages photographiques sur le recul de la forêt dont la véracité est douteuse. Il affirme que le colonialisme vert cherche à remédier aux catastrophes écologiques qui sont le fait du colonialisme lui-même, en soulignant notamment le rôle des importations britanniques dans les épizooties de peste bovine au début du xx^e siècle. Ce livre écrit comme un récit de l'injustice coloniale, s'il ne peut démontrer tous les rouages de l'écologie de l'Afrique, cherche à redonner leur voix aux populations réduites au silence, voire à la criminalité, par les autorités nationales et internationales. Un agropasteur du Simien nommé Philippos confie ainsi en 2019 : « Du temps du *derg* [le gouvernement socialiste de Mengistu], il nous arrivait du malheur. Les soldats punissaient, ils donnaient honte aux voleurs, ils leur faisaient la terreur rouge, mais pour le parc il n'y avait rien. Mais aujourd'hui on a un nouveau fardeau, on a la charge. » (p. 260) La charge, c'est le contrôle du parc par des gardiens nationaux suivant les normes internationales. Le même Philippos explique plus loin : « La nature, c'est une ressource. C'est ce qui nous fait vivre. Mais c'est aussi ce qui nous fait quitter nos ressources au nom de la ressource. » (p. 272) Les agropasteurs sont ainsi confrontés à un choix contradictoire entre ressource locale et ressource nationale, qu'a tranché Philippos en refusant l'expulsion « là-bas » au nom de son attachement au « pays » : « Entre recevoir toutes les richesses qu'ils veulent là-bas et mourir au pays, c'est quoi le mieux ? » (p. 275)

- 5 De façon critique à l'égard des injonctions de l'Unesco visant à étudier le patrimoine immatériel des populations victimes de la mise en patrimoine matériel, c'est-à-dire les savoirs écologiques de ces populations qui résistent à la construction coloniale de la nature, l'historien trouve ainsi dans les témoignages sur le terrain ce qui ne peut se lire que dans les silences de l'archive : l'éclat d'une injustice qu'il juge absurde.

AUTEURS

FRÉDÉRIC KECK

frederic.keck[at]college-de-france.fr